



Prévention Santé et Nutrition  
Des Seniors actifs

## CONVENTION n°14.373

### Entre

La Ville de ROYAN représentée par son Député-Maire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 14 avril 2014 intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs du Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 16 avril 2014, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales, lui-même représenté par M. Patrick MARENGO, Premier Adjoint au maire, en vertu de l'arrêté ASG n°14.0689 en date du 17 avril 2014, lui portant délégation de fonctions et de signature, rendu exécutoire le 17 avril 2014, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

**D'une part,**

### Et

Monsieur Jérémy ARRIVÉ, Cabinet Diététique et Activité Physique, 26 bis Place Richelieu, 17600 SAUJON, SIRET 521 852 517 00015,

**D'autre part,**

### IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

#### Article 1 : Objet et durée de la convention

A compter du 1<sup>er</sup> novembre 2014 et jusqu'au 30 juin 2015, Jérémy ARRIVÉ est chargé de mettre en place des ateliers d'initiation à la marche nordique, dans le cadre du programme PENZA (Prévention santé Et Nutrition des Séniors Actifs).

Les dates et horaires des séances d'initiation seront planifiés d'un commun accord selon les besoins du programme et les disponibilités de l'intervenant. Cela induit une possible interruption des ateliers lors des vacances de Noël, des jours fériés ou autres périodes creuses.

#### Article 2 : Définition des missions et déroulement des ateliers

Les missions confiées à Jérémy ARRIVÉ sont les suivantes :

- Animer des ateliers d'initiation à la marche nordique utilisant ses bâtons
- Organiser les inscriptions et la constitution des groupes de maximum 8 personnes.
- Perforer les cartes multi-ateliers de chaque participant à ses cours.
- Transmettre la liste des présences et des absences suite aux ateliers.
- Communiquer aux participants les documents relatifs au programme PENZA fournis par la coordonnatrice du dit programme.
- Participer aux réunions et diverses manifestations du programme PENZA.

### **Article 3 : Incompatibilité**

Jérémy ARRIVÉ s'engage à ne pas participer aux ateliers, au titre d'adhérent PENSA, dans l'année son intervention.

Jérémy ARRIVÉ s'engage à ne pas animer d'atelier lors des journées thématiques et autres manifestations PENSA.

### **Article 4 : Rémunération**

La rémunération de Jérémy ARRIVÉ sera calculée au prorata du nombre d'heures mensuelles effectuées, dans un maximum de 16 heures mensuelles selon le barème ci-dessous :

25 € HT (vingt-cinq euros hors taxes) de l'heure, dans des conditions d'exercice de 16 heures mensuelles,

26 € HT (vingt-six euros hors taxes) de l'heure, dans des conditions d'exercice de 14 heures mensuelles,

28 € HT (vingt-huit euros hors taxes) de l'heure, dans des conditions d'exercice de 12 heures mensuelles,

29 € HT (vingt-neuf euros hors taxes) de l'heure, dans des conditions d'exercice de 11 heures mensuelles,

30 € HT (trente euros hors taxes) de l'heure, dans des conditions d'exercice inférieures à 10 heures mensuelles,

Ce tarif horaire est réputé intégrer l'ensemble des charges de Jérémy ARRIVÉ. Aucune demande de règlement supplémentaire ne sera accordée en l'absence de révision de la présente.

Le règlement s'effectuera sur présentation de facture à l'issue des prestations chaque fin de mois. La facture est à transmettre à l'adresse suivante :

Ville de Royan  
Service Comptabilité / PENSA  
80 avenue de Pontailac  
CS N°80218  
17205 ROYAN Cedex

### **Article 5 : Responsabilité**

Jérémy ARRIVÉ est réputé disposer de toutes les autorisations et assurances nécessaires à l'exercice des missions définies.

La Ville de Royan déclare avoir procédé à l'ensemble des démarches auprès de sa propre compagnie d'assurance.

### **Article 6 : Évaluation**

La Ville de Royan s'engage à procéder en collaboration avec l'animateur à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'action qu'elle a financé, sur les plans quantitatifs et qualitatifs. L'évaluation porte notamment sur les objectifs définis et sur l'adéquation entre ce programme et l'intérêt général.

L'animateur s'engage à fournir tous les trois mois, un bilan quantitatif et qualitatif du programme.

## **Article 7 : Confidentialité**

Jérémy ARRIVÉ ne pourra faire usage d'aucun élément issu de l'organisation des ateliers et s'engage à conserver confidentiels les informations et documents concernant l'autre partie, de quelque nature qu'ils soient, médicaux, économiques, techniques, etc. auxquels ils auraient pu avoir accès au cours de l'exécution de la convention.

Les listings communiqués par la Ville de Royan sont strictement confidentiels et ne pourront faire l'objet d'aucune diffusion.

## **Article 8 : Force majeure**

Si un atelier devait être annulé pour une circonstance qualifiable de force majeure (irrésistible, imprévisible et extérieure aux parties) aucun règlement ne sera accordé à l'animateur.

## **Article 9 : Modification / Résiliation**

Toute modification de la programmation et / ou du contenu des ateliers fera préalablement l'objet d'un accord entre les deux parties.

Dans l'éventualité où la Ville de Royan ou l'intervenant seraient pour quelque raison que ce soit, dans l'impossibilité de réaliser tout ou partie de leur engagement, ils s'engagent à s'en informer réciproquement dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la date ou les dates d'intervention. Les heures non effectuées soit à l'initiative ou du fait de la Ville de Royan ou de l'intervenant ne donneront pas lieu à paiement.

## **Article 10 : Recours**

Après recours amiable et conciliation, tout litige résultant de l'application des présentes est du ressort du tribunal administratif de Poitiers.

Fait à ROYAN, le 29 octobre 2014

L'intervenant,

Jérémy ARRIVÉ

Pour le Député-Maire,  
Par délégation,  
Le Premier Adjoint,  
Patrick MARENCO

Certifié exécutoire  
Compte tenu de l'accomplissement  
des formalités légales  
le 2 décembre 2014